



DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

communiqué

No: 56
No.: 56

DIFFUSION: POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
RELEASE: LE 18 JUILLET 1979

DÉLÉGATION DU CANADA A LA REPRISE
DE LA HUITIÈME SESSION
DE LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, Flora MacDonald, a annoncé qu'elle présidera la délégation du Canada à la reprise de la huitième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui se tiendra à New York du 19 juillet au 24 août 1979. Jacques Flynn, ministre de la Justice et Procureur général du Canada et James A. McGrath, ministre des Pêches et des Océans, seront chefs suppléants de la délégation. Le Haut-Commissaire J. Alan Beesley sera chef adjoint de la délégation.

La reprise de session viendra compléter les progrès substantiels accomplis à Genève le printemps dernier, avec l'objectif fixé par la Conférence de conclure les négociations. A cette session, l'accent sera principalement mis sur les questions qui restent à résoudre concernant l'établissement d'un régime international pour l'exploitation des ressources minérales du fond des mers.

Les négociations porteront aussi sur la question du partage des recettes tirées de l'exploitation des ressources du plateau continental au delà de 200 milles, la délimitation des frontières maritimes entre pays limitrophes ou qui se font face, la recherche scientifique marine, le règlement des différends et le préambule et les clauses finales de la Convention prochaine sur le droit de la mer.

Lors de la première partie de cette huitième session, des négociations intensives s'étaient tenues sur toutes ces questions et, dans certains domaines importants, la Conférence s'était rapprochée davantage d'un consensus. Ces progrès sont reflétés dans la revision du Texte de négociation composite officieux (TNCO/Rev. 1) publié à Genève le 28 avril 1979. Ce projet de traité révisé comprend de nouveaux articles ou des amendements sur une vaste gamme de questions importantes qui jusqu'ici semblait bloquer le progrès des négociations, comme la définition de la limite extérieure du plateau continental; les droits d'accès des pays sans littoral et géographiquement désavantagés aux ressources biologiques des zones économiques de leurs régions ou sous région; le règlement des différends concernant l'exercice par l'Etat côtier de droits souverains sur la pêche dans sa zone économique; la protection du milieu marin et le plafonnement de production du nickel. L'inclusion de ces projets d'articles dans le texte révisé marque un grand pas dans la restructuration des principes du droit de la mer et dans l'émergence de nouveaux concepts de gestion des ressources des océans.

Ces faits nouveaux, conjugués avec les résultats atteints au cours de sessions antérieures, reflètent les progrès substantiels accomplis par la Conférence depuis 1973 et indiquent la fin prochaine de son calendrier de travail. Plusieurs de ces rubriques revêtent une importance particulière, et sont avantageuses pour le Canada. Par exemple, la zone de pêche de 200 milles, qui est maintenant acceptée comme principe de droit international par la plupart des Etats, a contribué à la reprise remarquable de l'industrie de la pêche dans les provinces maritimes. La mer territoriale de 12 milles, proclamée par le Canada en 1970, est maintenant la norme juridique acceptée. Enfin, la Conférence a mis au point un régime juridique global de protection du milieu marin, accordant plus de pouvoirs à l'Etat côtier pour prévenir et contrôler la pollution par les navires et comprenant une disposition particulière sur la protection des écosystèmes fragiles des eaux recouvertes de glace.

Avec des côtes donnant sur trois océans, un vaste plateau continental, une industrie de la pêche considérable, une industrie minière terrestre importante et une région arctique écologiquement vulnérable, le Canada a un intérêt vital dans l'issue de la Conférence sur le droit de la mer.

A la lumière des progrès déjà réalisés, et sans minimiser la difficulté des questions qui restent à résoudre, pour la première fois, la possibilité de conclure les négociations avec succès est à portée de la main. Hormis l'importance intrinsèque de ces nouvelles règles juridiques qui ont été mises au point, non seulement pour le Canada mais

pour la communauté internationale dans son ensemble, cette Convention éventuelle sera une contribution majeure et fondamentale à l'établissement d'un ordre mondial stable. Non seulement ce projet de Convention engendrera-t-il de nouvelles règles des droits d'une grande portée, mais il offrira également une base au règlement pacifique des différends. Si cet effort des Nations Unies obtient le succès escompté, les résultats seront un exemple concret du genre de contribution que l'ONU peut faire pour assurer la sécurité du monde.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a rappelé que le Gouvernement du Canada s'était engagé fermement en faveur de l'adoption d'une constitution globale des océans, que la délégation du Canada travaillerait activement à la réalisation de cet objectif à cette session, et qu'elle avait elle-même l'intention si possible de participer à la Conférence à un moment approprié.